

Consultation "Traité de l'Elysée : Regarder ensemble vers l'avenir" Restitution des ateliers organisés lors de l'événement de présentation des résultats

Le 1er juin 2023, Civico Europa, Make.org, l'Académie européenne de Berlin ont présenté, avec les différents partenaires de l'initiative, les résultats de la consultation "Traité de l'Elysée : Regarder ensemble vers l'avenir" au musée historique de la Sarre à Sarrebruck. Du 22 janvier au 23 avril, plus de 50 000 citoyens français et allemands ont participé à ce dialogue inédit avec 1 783 propositions et 942 000 votes, autour de la question "Quelles idées souhaitez-vous que la France et l'Allemagne défendent en Europe?".



Lors de cet événement à Sarrebruck, des ateliers ont été organisés, réunissant citoyens, experts et partenaires de la consultation, afin de discuter de ces idées et de leurs implications concrètes. 4 thématiques issues de la consultation et des priorités citoyennes ont été abordées dans ce cadre :

- **Energie** : développer une stratégie énergétique commune
- **Education** : favoriser les synergies éducatives à travers l'Europe
- **Mobilité** : améliorer les transports en commun, notamment le réseau ferroviaire
- **Environnement** : renforcer une stratégie commune de lutte pour la préservation de l'environnement

Vous trouverez ci-dessous le compte rendu de ces ateliers. Les discussions tenues lors de cet ateliers et les échanges lors de cet événement complètent les résultats de la consultation en ligne. Une synthèse de ces contributions sera portée à la connaissance des exécutifs des deux pays.

- **Mobilité : améliorer les transports en commun, notamment le réseau ferroviaire**

Une idée plébiscitée partagée par les citoyens français et allemands ayant participé à la consultation

Cette idée était présente dans les deux pays lors de la première phase de la consultation et a obtenu majoritairement des votes favorables en France et en Allemagne.

Les citoyens expriment la nécessité de développer les transports ferroviaires en Europe et de les rendre plus accessibles et abordables pour tous les citoyens. Ils proposent diverses solutions pour y parvenir, telles que l'investissement massif dans le développement du réseau ferroviaire dans les régions les plus enclavées, la densification ou l'agrandissement du réseau existant, la création d'un service public ferroviaire européen, la mutualisation des moyens et la baisse des prix des billets, ainsi que la promotion de liaisons ferroviaires longue distance moins chères et plus pratiques, notamment des trains de nuit. Certaines propositions mettent également l'accent sur la nécessité de faciliter les liaisons entre les capitales européennes et de proposer des billets internationaux moins chers que les vols.

Les échanges lors de l'atelier ont débuté avec la présentation de cette priorité citoyenne issue de la consultation. Pour l'illustrer, deux citoyens ayant participé à la consultation étaient présents pour incarner cette priorité et développer leur propositions : Bénédicte (Nantes) et Éric (région parisienne).

Eric

Il faut, en commençant par la France et l'Allemagne, permettre de se déplacer partout en train, passagers comme marchandises.

Man sollte, beginnend in Frankreich und Deutschland, die Möglichkeit schaffen, sich überall mit dem Zug fortzubewegen, sowohl Passagiere als auch Güter.

77% - 13% - **10%**

Bénédicte

Il faut avoir des trains faciles de nuit ou de jour pour relier les capitales et l'ouest de la France sans faire de changements à Paris.

Man sollte einfache Tag- und Nachtzüge haben, die die Hauptstädte und Westfrankreich miteinander verbinden, ohne in Paris umsteigen zu müssen.

81% - 14% - **5%**



Après un premier tour de discussions et de réactions suite à la présentation de ces deux propositions, les participants à l'atelier ont été invités à réfléchir aux recommandations et actions à mettre en œuvre pour répondre à cette priorité, notamment pour faciliter les déplacements en train à travers l'Europe.



- **Coût & accessibilité**

Les premières idées partent d'un constat et d'un consensus de la consultation : il faut développer les transports ferroviaires en Europe en les rendant plus accessibles et abordables pour tous les citoyens, avec une interrogation inhérente aux échanges : comment réduire les coûts du train ? Conscient de la nécessité de continuer à développer le réseau ferroviaire afin qu'il puisse mieux répondre aux attentes de mobilité des citoyens, un participant à l'atelier propose par exemple de **financer le train par des taxes visant d'autres moyens de transport plus polluants, en l'occurrence une taxe sur les autoroutes.**

Au niveau franco-allemand et européen, une harmonisation est souhaitée avec **un tarif 'jeune' unique, très attractif (voire gratuit) qui permettrait de faciliter les échanges des jeunes Européens (scolaire, apprentissage, vacances, ...).** Les actions menées par l'Union européenne sur le sujet (DiscoverEU) et par la France et l'Allemagne (60 000 tickets gratuits pour les jeunes Français et Allemands pour l'été 2023) vont dans le bon sens pour les participants à l'atelier, mais ces derniers souhaitent ici quelque chose de plus pérenne, de mieux connu par les citoyens - notamment les plus jeunes - et qui peut être utilisé dans leur quotidien.

- **Rendre l'usage du train plus simple dans le quotidien des citoyens**

Les citoyens ayant participé à l'atelier ont également directement fait le lien entre l'accessibilité du train et **la nécessité d'une simplification générale pour tous les usagers.** Au-delà d'**égaliser les tarifs,** on retrouve également une **harmonisation des systèmes pour prendre les tickets de train.**

Une simplification d'usage également au niveau des connexions entre train. Cette recommandation fait notamment écho à la proposition de Bénédicte, pour qui, il faut certes mieux relier les capitales européennes (avec l'exemple de la ligne directe Paris - Berlin en cours de création), mais il ne faut pas négliger les liaisons des grandes villes européennes. Par ailleurs, il faut **rendre plus simple et agréable les connexions et changements de gare.** L'exemple d'un voyage Nantes - Bruxelles ou toute autre destination au nord de Paris qui devra obligatoirement passer par la capitale française, et par un changement de gare pouvant être complexe, en particulier lors d'un voyage en famille nombreuse, est cité.

Les participants à l'atelier ont également fait part de leurs différentes expériences au niveau des voyages en train qui requièrent une connexion, et souhaitent **une augmentation des temps d'attente en gare entre deux trains, ou du moins un temps minimum permettant de mettre moins de pression sur les usagers,** notamment si ces derniers voyagent nombreux et/ou avec des enfants. Ce temps minimum permettrait également de mieux récupérer les retards probables et limiter les connexions manquées.

- **Simplifier les usages - l'exemple transfrontalier souligne les efforts à réaliser entre les régions françaises et allemandes**

Plusieurs participants à l'atelier ont également pu faire part de leur expérience du train dans les régions transfrontalières. **Cet exemple transfrontalier renforce les deux premières recommandations sur l'accessibilité et la simplification :**

- avoir un ticket commun pour le transport frontalier
- ne pas agrandir la concurrence entre régions
- création d'un fonds commun pour le transport ferroviaire transfrontalier



- **Un projet pilote franco-allemand / une impulsion franco-allemande sur le ferroviaire européen**

Ces retours d'expérience autour des enjeux transfrontaliers ont amené les participants à se demander dans quelle mesure la France et l'Allemagne pouvait partir d'**un projet pilote franco-allemand** avec les régions et Länder frontaliers pour une meilleure offre ferroviaire entre les deux pays qui soit également plus simple pour le quotidien des citoyens, mais aussi plus lisible et uniforme. Un tel projet pilote permettrait notamment selon les participants à l'atelier de répondre aux attentes des Français et Allemands, mais il pourrait aussi être utilisé pour créer (ou affirmer) **une impulsion franco-allemande sur le ferroviaire européen**, pouvant à terme permettre la création d'un véritable service public ferroviaire européen.

- **L'idéal d'un service public ferroviaire européen**

Cette idée et ce terme de "service public ferroviaire européen" viennent de la consultation en ligne, mais a été reprise et discutée par les participants à l'atelier. En effet, beaucoup se sont étonnés, après tant de mise en commun au niveau européen sur d'autres sujets, que

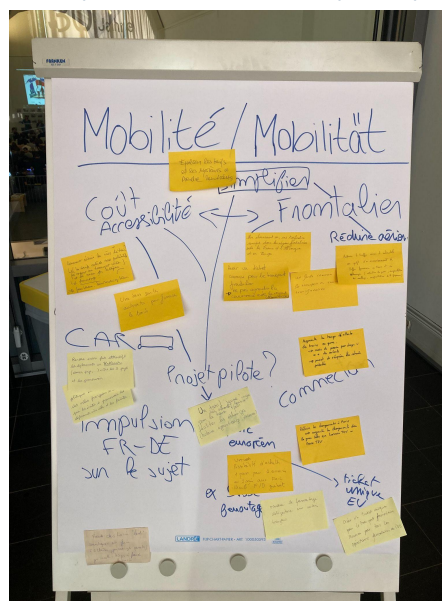
les efforts d'harmonisation sur le ferroviaire ne soient pas rendus suffisamment visibles ou concrets pour les citoyens. Un participant s'est notamment étonné que l'on ait encore des entreprises nationales et une forte nationalisation du secteur ferroviaire, alors que quelque chose pourrait être fait au niveau européen pour davantage les rapprocher. Les participants n'ont pas réussi à aller plus loin ici et à formaliser des recommandations concrètes, à l'exception de l'idée de mettre en place **un ticket unique européen pour le transport ferroviaire, reconnu par tous les opérateurs ferroviaires de l'Union européenne.**

- **Le train, oui, mais pas que : réduire le trafic aérien et automobile, mais faire aussi connaître les autres modes de transports durable**

Le réseau ferroviaire a fait l'objet de la majorité des échanges de cet atelier (les exemples japonais et suisse, sur le ferroutage, ont pu être aussi mentionnés à cette occasion), mais les participants à l'atelier ont gardé comme axe de discussion l'amélioration des transports en commun, en lien avec **le souhait de continuer à se déplacer, mais de manière moins polluante.**

C'est notamment l'exemple évoqué d'une taxe sur les autoroutes pour financer le train, mais aussi le souhait de **rendre plus attractifs et plus visibles les autres modes de déplacement comme le covoiturage**, avec la possibilité de davantage le promouvoir et l'appliquer au niveau transfrontalier. Les déplacements de marchandises ont aussi été évoqués avec la recommandation de **rendre le ferroutage obligatoire sur certains tronçons.**

Enfin, **la réduction du trafic aérien (et du trafic automobile) a également été mentionnée dans les échanges.** S'il s'agit d'une controverse au niveau de la consultation en ligne, il n'en reste pas moins que les participants à l'atelier ont mis en avant le souhait d'une meilleure **"mise en concurrence" de l'avion en Europe avec le développement d'une offre ferroviaire adaptée et accessible** en France, en Allemagne, et au niveau européen. Un participant en conclut : *"Nous revenons ainsi sur le premier point évoqué : il faut aussi arrêter d'avoir à chaque fois les transports les plus polluants les moins chers, cela peut être fait avec des trains plus accessibles et pratiques".*



- **Énergie**

- **Développer une stratégie énergétique commune**

Une idée plébiscitée partagée par les citoyens français et allemands ayant participé à la consultation

Cette idée était présente dans les deux pays lors de la première phase de la consultation et a obtenu majoritairement des votes favorables en France et en Allemagne.

Les participants expriment une préoccupation croissante pour la crise énergétique et la nécessité de travailler ensemble pour trouver des solutions durables. Ils expriment le besoin d'indépendance énergétique, de coopération et de stratégie commune au niveau européen pour faire face à la crise énergétique en promouvant les sources d'énergie renouvelables, le stockage d'énergie, la réduction de la dépendance aux importations et la limitation de l'impact environnemental.

- **Réformer les tarifs énergétiques**

Une idée plébiscitée partagée par les citoyens français et allemands ayant participé à la consultation

Cette idée était présente uniquement dans la consultation française de la première phase. Au cours de la deuxième phase, nous avons demandé aux participants allemands de réagir à cette idée. Elle est plébiscitée dans les deux pays.

Dans les deux pays, un consensus se dessine autour du besoin de modifier la façon dont les prix de l'électricité et du gaz sont fixés en Europe, afin de les rendre plus justes, durables et compétitifs. Les solutions proposées incluent la désindexation des prix, la différenciation des tarifs en fonction du coût réel de production, la décarbonisation de la production d'électricité, et la sortie de certains accords et traités sur les tarifs énergétiques. En somme, l'objectif est de trouver des solutions pour réduire les coûts pour les consommateurs et rendre l'approvisionnement en énergie plus durable.

Thomas

Il faut réduire nos dépendances énergétiques et être plus compétitif sur les offres d'énergie que l'on propose.

Man sollte seine Energieabhängigkeit verringern und bei den Energieangeboten, die man anbietet, wettbewerbsfähiger sein.

80% - 10% - 10%

Maximilian

Il faut investir davantage dans la jeunesse des deux pays.

Man muss mehr in die Jugend beider Länder investieren.

Au début de l'atelier, Thomas (Nouvelle-Calédonie, étudie actuellement à Strasbourg) et Maximilian (Hambourg) ont présenté et expliqué plus en détail leurs propositions. Thomas explique que l'indépendance énergétique est particulièrement importante dans le contexte de la guerre en Ukraine et du fait que beaucoup de matériaux nécessaires à la production de panneaux solaires par exemple sont produits en Chine.

Maximilian contextualise, sur la base de son souhait d'investir davantage dans la jeunesse, le rôle important que joueront les questions énergétiques pour les générations futures et dans quelle mesure nous devons également penser la stratégie énergétique et les prix de l'énergie pour ces générations. Le thème de l'énergie a un impact économique important et influence donc la capacité d'action économique de l'Europe sur le marché mondial. En ce qui concerne l'avenir des jeunes, une action commune au sein de l'UE sur les questions énergétiques est une approche durable du point de vue des participants au débat.



Gilles Moëc, Chief Economist chez AXA, a partagé des points d'actualité sur la politique énergétique en tant qu'expert suite aux explications de Maximilian et Thomas sur leurs propositions. Il a notamment indiqué que les prix de l'énergie devraient continuer à augmenter à l'avenir : les "sources d'énergie traditionnelles" - comme le gaz - autant que les sources d'énergie renouvelables, toujours fortement subventionnées, deviendront plus chères. Il a également souligné le fait que l'Allemagne et la France ont des points de vue différents sur l'énergie nucléaire. Il est donc nécessaire de renforcer la coordination entre les États membres de l'UE afin d'agir de manière concertée dans le discours international et d'anticiper ensemble.



Après cette introduction par Thomas, Maximilian et Gilles Moëc, les participants ont été invités à réagir aux propositions et à réfléchir à une éventuelle mise en œuvre de ces propositions. Celles-ci ont été rassemblées sur des post-its et discutées ensuite en commun.



- **Développer une stratégie européenne commune en matière d'énergie**

Le souhait d'une coordination commune de la politique énergétique au sein de l'UE a été particulièrement mentionné lors de l'atelier. La solidarité dans les zones frontalières joue notamment un rôle, avec la possibilité de se soutenir en temps de crise. Le besoin d'une stratégie commune de diversification dans l'achat et l'utilisation de l'énergie a également été évoqué. Une politique industrielle commune visant à faciliter l'implantation d'entreprises construisant des éoliennes et des panneaux solaires pourrait également être une solution selon les participants. Une approche proposée, a aussi été de concentrer la

stratégie commune sur le développement de l'hydrogène, l'Allemagne et la France n'étant pas d'accord sur l'énergie nucléaire. Une mise en commun des brevets européens pourrait également faire avancer le domaine de la recherche. Une interdiction des intérêts sur les dettes énergétiques et davantage d'initiatives coopératives dans le secteur de l'énergie ont également été proposées.

Plus fondamentalement, l'importance de telles décisions pour les générations futures a été soulignée.



- **Réduire les dépendances énergétiques de l'UE**

Les participants à l'atelier étaient également d'accord pour dire que nous ne devrions pas être dépendants de pays extérieurs à l'UE, surtout si ceux-ci ne partagent pas les valeurs européennes. Il a été souligné que le passage aux énergies renouvelables ne nous rendra pas nécessairement moins dépendants, car les panneaux solaires, par exemple, sont en partie produits en Chine. Une participante a par exemple cité comme piste pour une stratégie commune, un **projet commun de décarbonisation**, un développement de l'industrie nucléaire et de l'énergie éolienne offshore.

- **Les formes d'énergie pour l'avenir**

La question de savoir quelles formes d'énergie devraient désormais être particulièrement soutenues a donné lieu à différentes approches. Les participants à l'atelier ont par exemple mentionné la nécessité de réfléchir aux énergies renouvelables de manière globale, afin d'éviter que "l'acier vert" ne soit produit avec de l'énergie nucléaire. D'autres points concernaient l'énergie nucléaire, la question des dépôts de déchets et leur pertinence face à la crise climatique, ainsi que les ressources en uranium et leurs limites. La possibilité d'utiliser l'énergie nucléaire pour conserver une certaine flexibilité dans des

situations imprévues a également été évoquée. Enfin, les participants ont proposé d'augmenter l'acceptation des énergies renouvelables afin d'éviter les réactions du type "oui mais pas près de chez moi".



- **L'utilisation de l'énergie doit-elle être réduite ? Si oui, comment ?**

Lors de la collecte de mesures concrètes pour réduire l'utilisation de l'énergie, des points contradictoires sont apparus parmi les participants de l'atelier. Après explication, il est apparu clairement que les divergences d'opinion étaient dues à une différence de point de vue des participants sur la **question du potentiel impact qu'une réduction de notre utilisation d'énergie aurait sur notre compétitivité.**

Une participante a ainsi déclaré que nous ne pouvions tout simplement pas réduire notre consommation d'énergie pour des raisons de compétitivité. D'autres ont répondu qu'une réduction commune et coordonnée de la consommation d'énergie dans l'UE signifierait automatiquement que les pays européens ne seraient pas en concurrence les uns contre les autres. Le risque de perdre du poids par rapport à d'autres grandes puissances, comme la Chine, a été évoqué. Les participants se sont notamment demandé si cela pourrait faire perdre de la force aux valeurs que l'UE défend dans le monde. Ils ont également mis en avant le fait qu'il serait difficile de réduire l'utilisation de l'énergie, en particulier dans le domaine de l'intelligence artificielle.

Une participante a fait remarquer au cours des discussions que la réduction de la consommation d'énergie pourrait, dans un premier temps, concerner des domaines ayant peu d'impact sur la compétitivité. Les participants affirment que de nombreuses innovations pourraient permettre de réaliser d'importantes économies d'énergie afin que les machines, les moyens de transport tels que les voitures et les trains, et les appareils et installations fonctionnent de manière plus efficace sur le plan énergétique. **L'élimination de l'obsolescence programmée** a également été citée.

D'autres pistes pour réduire l'utilisation de l'énergie sont la réglementation de la production industrielle, un débat sur la répartition de la consommation entre les particuliers et les entreprises et l'abandon de certains "aspects luxueux du progrès".

- **Éducation**

- **Favoriser les synergies éducatives au sein de l'Europe**

Une idée plébiscitée partagée par les citoyens français et allemands ayant participé à la consultation

Cette idée était présente dans les deux pays lors de la première phase de la consultation et a obtenu majoritairement des votes favorables en France et en Allemagne.

Les deux pays sont en faveur d'un renforcement de l'éducation et de la promotion des échanges scolaires et universitaires entre la France et l'Allemagne. Ils insistent sur l'importance d'encourager et multiplier ces échanges entre les deux pays. Cela s'inscrit dans l'ambition d'approfondir la connaissance mutuelle entre les deux pays. Parallèlement, la promotion de l'apprentissage des langues européennes dès le plus jeune âge et la reconnaissance des diplômes au sein de l'Union européenne bénéficient du soutien des participants des deux pays.



Comme les autres ateliers, celui sur l'éducation a débuté avec Adrian (Cologne) et Thomas J. (Paris), deux participants à la consultation, qui ont présenté leurs propositions déposées sur la plateforme lors de la consultation en ligne.

Adrian propose de donner plus d'opportunités aux étudiants des deux pays de faire des stages ou de travailler dans d'autres pays européens pendant les vacances. Thomas J. avait proposé, quant à lui, que la France et l'Allemagne enseignent l'histoire et la réconciliation à l'école et pas uniquement les guerres, pour ainsi mettre l'accent l'amitié franco-allemande et ce qu'elle a permis ces 60 dernières années.

Adrian

Les élèves des deux pays devraient avoir davantage l'occasion de travailler ou de faire un stage dans l'autre pays pendant les vacances.

79% - 13% - 8%

Man sollte Schüler-innen aus beiden Ländern verstärkt die Gelegenheit geben, im anderen Land in den Ferien zu arbeiten/Praktikum zu machen.

Thomas

Il faut que la France et l'Allemagne enseignent l'histoire de leur réconciliation à l'école.

72% - 15% - 13%

Man sollte einfache Tag- und Nachtzüge haben, die die Hauptstädte und Westfrankreich miteinander verbinden, ohne in Paris umsteigen zu müssen.



Deux experts ont été invités à réagir à ces deux propositions, et de manière générale, aux priorités citoyennes issues de la consultation sur la thématique de l'éducation :

- Tremeur Denigot, co-président de Civico Europa et expert éducation membre du Joint Research Centre de la Commission européenne, a notamment souligné la nécessité de bonnes offres de formation et de coopération entre pays européens.
- Felix Lennart Hake, fondateur de la Commission franco-allemande de la jeunesse et Senior Associate chez 365 Sherpas, a appelé dans son message à un engagement commun et à une discussion axée sur les solutions.

A la suite de cette introduction et de ces interventions, les participants à l'atelier ont été invités à réfléchir aux recommandations et actions à mettre en œuvre pour concrétiser cette priorité et ce souhait de renforcer les synergies éducatives en Europe.



- **Faciliter la mobilité éducative et professionnelle entre la France et l'Allemagne : élargir le programme Erasmus et les échanges internationaux**

Beaucoup d'idées sont liées au programme Erasmus et visent à renforcer la coopération franco-allemande en favorisant la mobilité étudiante et la compréhension interculturelle. Les propositions incluent le **développement de programmes universitaires Erasmus indépendants des universités**, la valorisation des séjours Erasmus auprès des employeurs, la **création d'un programme Erasmus pour les collégiens**, l'extension d'Erasmus au-delà des élèves/étudiants pour **inclure également les enseignants**, notamment de langues, et la mise en place d'un programme Erasmus pour les enseignants des écoles. L'échange au niveau des enseignants est suggéré pour pallier le manque d'enseignants français dans le primaire allemand et inversement.

Les participants à l'atelier se sont également accordés sur la nécessité de trouver de nouvelles sources de financement pour les séjours et stages à l'étranger afin de réduire la charge financière pour les étudiants et d'accélérer les campagnes de communication et de sensibilisation autour des programmes d'échanges tels qu'Erasmus. Il a aussi été proposé de co-financer des programmes de recherche et de thèse via les universités européennes. Enfin il a été suggéré de permettre à tous les étudiants de partir à l'étranger, indépendamment de leur niveau de langue initial.

Une proposition vise à mettre en place des quotas annuels pour les programmes Socrates/Erasmus, avec des amendes pour les pays ne les atteignant pas, et utiliser ces amendes pour financer les échanges.

D'autres idées comprennent la création d'une institution franco-allemande pour faciliter l'échange d'élèves travaillant dans l'autre pays pendant les vacances, de relancer l'apprentissage transfrontalier et de **faciliter les programmes d'alternance binationaux**. De manière générale, il est proposé de développer les échanges franco-allemands dans la formation professionnelle et de valoriser davantage les séjours Erasmus auprès des employeurs.

L'objectif est de promouvoir les échanges internationaux, d'encourager l'apprentissage des langues dès le plus jeune âge, de susciter l'envie de découvrir un nouveau pays, et de faciliter la mobilité éducative et professionnelle entre la France et l'Allemagne.

- **Développer les brigades franco-allemandes**

Il est également proposé de développer les brigades franco-allemandes, qui favorisent la coopération entre les deux pays.

- **Promouvoir l'apprentissage des langues**

Les idées suivantes concernent la promotion de l'apprentissage des langues dès le plus jeune âge, en permettant l'apprentissage du français ou de l'allemand dès l'école primaire. Il est également suggéré de mettre l'accent sur les programmes oraux et conversationnels dans les écoles pour favoriser la pratique des langues étrangères. De plus, il est proposé de **créer des trimestres d'études obligatoires à l'étranger intégrés dans le cursus scolaire**,

ce qui permettrait aux étudiants d'acquérir une expérience internationale. D'autres idées consistent à ne pas réserver les classes européennes aux élèves ayant les meilleures notes ou à généraliser le baccalauréat européen et l'Abibac.

- **Coopération franco-allemande dans le domaine professionnel**

Un certain nombre d'idées portent sur la coopération franco-allemande dans le domaine professionnel, telles que le développement des **échanges franco-allemands dans la formation professionnelle**. Il s'agit notamment du développement des échanges franco-allemands dans la formation professionnelle, de l'intensification des échanges entre les chambres de commerce allemandes et françaises, et de la promotion des programmes de **mobilité internationale au sein des entreprises**. D'autres idées visent à renforcer les liens entre les anciens élèves d'Erasmus grâce au développement des réseaux alumni et permettre plus d'opportunités professionnelles.

- **Renforcer la compréhension et la connaissance de la réconciliation entre la France et l'Allemagne**

Enfin, certaines idées ont pour objectif de renforcer la compréhension et la réconciliation entre la France et l'Allemagne, comme la **création de musées nomades de la réconciliation franco-allemande** et l'invitation d'enseignants de l'autre pays pour présenter les évolutions positives depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il est aussi proposé de généraliser l'utilisation de la plateforme e-twinning sur des thématiques liées à la culture et à l'histoire et d'établir des programmes éducatifs communs à tous les pays membres sur le fonctionnement de l'Union européenne.

- **Environnement [atelier ayant eu lieu en ligne]**

- **Renforcer une stratégie commune de lutte pour la protection du climat et de l'environnement**

Une idée plébiscitée partagée par les citoyens français et allemands ayant participé à la consultation

Cette idée était présente dans les deux pays lors de la première phase de la consultation et a obtenu majoritairement des votes favorables en France et en Allemagne.

Les participants des deux pays ont exprimé, à travers des propositions et des votes, leur préoccupation pour la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique à l'échelle européenne. Ils expriment le besoin de s'aligner sur les meilleures options et solutions pour lutter contre la crise environnementale. Les différentes mesures plébiscitées qu'ils proposent incluent une politique forestière ambitieuse pour préserver les écosystèmes forestiers, une taxe carbone sur les produits importés de Chine pour redévelopper l'industrie et l'artisanat localement, une taxe sur les produits provenant de l'extérieur de l'Union européenne, une politique commune de protection de l'environnement pour assurer la conformité de tous les produits commercialisés en

UE, une politique commune pour préserver la biodiversité, une incitation à l'utilisation de matériaux recyclés ou recyclables.

Pour débiter cet atelier consacré aux priorités citoyennes sur la thématique de l'environnement, Bernard (Paris), participant français à la consultation, a présenté sa proposition. L'idée générale de sa proposition est de réinstaurer une taxe carbone sur les poids lourds qui utilisent les infrastructures routières.

Bernard

Il faut rétablir la taxe carbone pour les camions qui utilisent nos infrastructures.

Man sollte die Kohlenstoffsteuer für Lastwagen, die unsere Infrastruktur nutzen, wieder einführen.

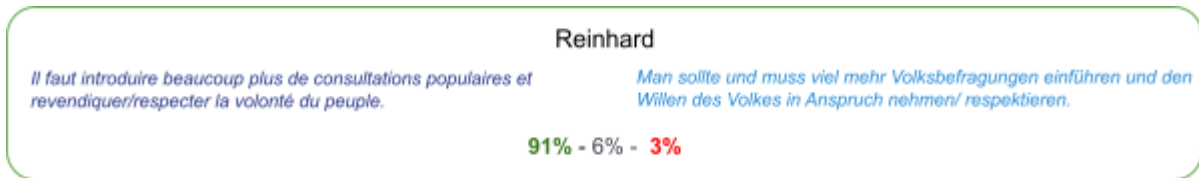
79% - 14% - 7%

Il explique que des manifestations ont eu lieu notamment en Bretagne avec le mouvement des bonnets rouges suite à l'installation de portiques sur les autoroutes. Ces manifestations ont eu pour résultat que le projet de taxation carbone sur les poids lourds a été abandonné et que les portiques déjà construits, financés et mis en place, n'ont jamais été exploités. Il décrit que depuis cet abandon de la mesure, les gouvernements allemand et français tentent de miser le plus possible sur du ferroutage, qui consiste à charger des camions complets sur un train. Son idée consiste à réinstaurer la taxe carbone sur les poids lourds pour ceux qui continuent à utiliser les autoroutes et ne fonctionnent pas avec du ferroutage. Selon lui, "si à chaque fois dès lors qu'il y a des mouvements qui interdisent de pouvoir aller plus loin sur une proposition nous baissons les bras, alors nous ne ferons plus jamais rien".



Pour des raisons techniques, Reinhard (Mecklembourg-Vorpommern) n'a pas pu présenter sa proposition lors de l'atelier, mais elle a néanmoins été présentée et discutée lors de l'atelier.

Sa proposition consistait à dire qu'il faut introduire beaucoup plus de consultations populaires et prendre en compte / respecter la volonté du peuple, en particulier dans le cadre du thème de l'environnement.



David Mas, Directeur Data & Citizen Insights chez Make.org, a ensuite donné quelques éléments de contextualisation aux participants en lien avec les résultats de la consultation sur l'environnement.

Il s'agissait d'une thématique où 4 idées étaient particulièrement plébiscitées dans cette consultation franco-allemande :

- **Renforcer une stratégie commune de lutte pour la protection du climat et de l'environnement**
- Développer une stratégie énergétique commune [atelier énergie]
- **Protéger et accroître la biodiversité en Europe**
- **Développer davantage les énergies renouvelables**

A partir des résultats de la consultation, David Mas explique que les demandes citoyennes sont très en lien avec le *Green Deal* européen, la politique européenne principale qui incarne les ambitions écologiques de l'Union européenne.

Le *Green Deal* a été lancé par la Commission européenne dès 2019, avec l'objectif fixé en 2021 de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55% par rapport à 1990 (l'objectif précédent était de 40%). Il contient des mesures particulières pour réduire les émissions de gaz à effet de serre contenues dans des paquets législatifs notamment sur la biodiversité, les énergies renouvelables, ou encore les transports (ce qui rejoint la proposition de Bernard), avec des lois qui doivent ensuite être transposées au niveau national. Ce *Green Deal* est aussi composé d'un fond d'investissement de 1 000 milliards d'euros pour accompagner les entreprises et les ménages dans cette transition.

David Mas a également décrit d'autres moyens d'action de l'UE comme la réforme du marché des quotas d'émissions. Ce marché met en place une sorte de taxe carbone sur les industries. Il n'incluait pas jusqu'ici les industries de construction en Allemagne et de transport, mais sera élargi pour les intégrer. Il y aura, d'autre part, une taxe carbone aux frontières pour permettre de protéger les secteurs européens concurrencés par les produits hors UE qui ne sont pas soumis à cette taxe carbone sur les industries. Enfin, il y a aussi l'interdiction de la vente de véhicules thermiques neufs à partir de 2035 qui a fait l'objet de négociations de dernière minute en Allemagne.

La réalisation des objectifs pour lutter contre le changement climatique passent aussi par des mesures au niveau national. Ainsi, l'Allemagne a débloqué 8 milliards d'euros pour mettre en œuvre des actions concrètes et accélérer la transition et réformer le pacte pour la transition climatique. En France, le gouvernement vient récemment de présenter les grandes lignes de la planification écologique qui doit aussi doubler l'effort de réduction pour être en phase avec les objectifs européens.

Les propositions doivent donc s'inscrire dans l'un des deux niveaux pour atteindre ces objectifs : au niveau européen et au niveau des politiques nationales de chaque Etat membre.

En réaction à la proposition de Reinhard, David Mas est également revenu sur la participation citoyenne et explique que celle-ci est en augmentation, avec notamment une expérience inédite à l'échelle européenne : la Conférence sur l'avenir de l'Europe (2021-2022). Avec des panels citoyens tirés au sort et une plateforme en ligne pour recueillir les propositions des citoyens européens et diffuser des milliers d'événements en Europe, les travaux de la Conférence sur l'avenir de l'Europe ont mené à 49 propositions et 320 mesures actuellement étudiée par les institutions européennes pour en mettre en place et répondre à ses priorités. En France, la Convention citoyenne pour le Climat en 2020 a abouti à 150 propositions pour réduire les émissions de carbone et de gaz à effet de serre. En Allemagne, la première assemblée citoyenne (*Bürgerrat*) mandatée par le Parlement va être mise en place en 2023 sur le sujet de l'alimentation. Ces démarches de participation citoyenne sont donc en augmentation et importantes à l'avenir, notamment car les futures transformations dans les industries mèneront à des conflits sociaux qui devront être réglés par le dialogue.



- **Chaque commune devrait avoir un comité de quartier pour discuter des mesures à prendre au niveau local pour le climat**

Un participant avance cette idée introduisant l'idée de démocratie participative locale dans le débat. David Mas réagit en soulignant que la démocratie participative se fait en effet à tous les niveaux et que le niveau local est clé. En France, il y a ainsi des "conseils de quartier" pour discuter des questions autour de la transition énergétique. Cependant il souligne l'enjeu de rassembler plus de personnes que les citoyens habituellement présents aux conseils de quartier pour une réelle appropriation et acceptation des mesures prises et pouvant être co-construites.

- **Comment réaliser une transition énergétique européenne commune avec des mix énergétiques différents ?**

Un autre participant souligne la difficulté de politiques européennes sur ces sujets alors que les Etats membres de l'UE n'ont pas les mêmes mix énergétiques, et qu'aucun pays ne souhaite payer plus cher pour son énergie. Sophie Pornschlegel, modératrice de l'atelier et ayant notamment travaillé dans un think tank européen, explique en effet que

ceci fait partie des plus gros freins à une politique commune européenne : les pays s'accusent mutuellement de polluer plus et ne sont pas prêts à "payer pour les autres".



- **Comment faire une transition énergétique sociale ? À qui sont transmis les coûts de la transition énergétique ?**

Un participant réagit sur la proposition de Bernard d'une taxe carbone pour les poids lourds en soulignant qu'une telle taxe pourrait mener à une augmentation des prix des denrées alimentaires qui sont déjà chères en raison de l'inflation, ce qui affecterait *in fine* les citoyens. Par ailleurs, Bernard souligne, lui-même, qu'une grande appréhension est présente selon lui notamment au niveau de la question de voitures. Les citoyens seraient selon lui anxieux à l'idée de devoir se procurer une voiture électrique beaucoup plus chère pour remplacer une voiture diesel par exemple. Il y a donc une crainte présente et un réel souhait d'avoir une transition qui doit se faire de manière juste en compensant les personnes les plus affectées.

[Découvrez le rapport final de la consultation "Traité de l'Elysée" :](#)

👉 [Version en français](#)

👉 [Version en allemand](#)